



Communiqué du 11 janvier 2016

Abandon du RIFSEEP !

Mme Vallaud-Belkacem, M. Mandon, entendez- vous la colère qui monte dans les organismes de recherche et les universités ?

Ce 13 Janvier, la DGRH du MESR a convoqué une réunion dans l'objectif, selon ses propres dires, « *de développer au mieux le passage au RIFSEEP* ». Le Ministère entend ainsi accélérer la mise en place de ce dispositif d'individualisation des rémunérations, largement rejeté par les personnels et la quasi- totalité des organisations syndicales représentatives.

Les initiatives se multiplient dans nos organismes et établissements pour refuser l'instauration du RIFSEEP et, à tout le moins, exiger :

- **l'exemption d'adhésion pour les ITA, ITRF et personnels de bibliothèques comme c'est le cas pour les chercheurs et enseignants-chercheurs,**

- **l'annulation des arrêtés concernant l'AENES.**

Le CT MESR s'est ainsi prononcé, à deux reprises, unanimement contre les premiers arrêtés d'application pour certaines catégories du MESR. Les CT de l'INRA et de l'IRSTEA ont également voté unanimement contre. Une délégation de personnels a été, avec les 4 syndicats de l'INRA, interpellé les représentants ministériels à l'occasion du dernier Conseil d'Administration de l'Institut. Des milliers de personnels, par exemple plus de 1900 à l'INRA, ont signé la pétition intersyndicale CGT-FO-SUD-FSU-SNPRES-CFTC. Des rassemblements de personnels et assemblées générales massives se sont tenues dans plusieurs universités comme à Paris 8, à l'INRA Montpellier, Orléans,... Des motions ont été votées dans des conseils de département de recherche, et de plus en

plus de directeurs d'unités prennent position en comprenant le rôle néfaste que l'on veut leur faire jouer en les rendant de fait responsables de la diminution des rémunérations de la masse des personnels en échange d'une augmentation pour quelques-uns.

Partie fixe mensuelle-IFSE ou partie facultative variable et annuelle-CIA, les deux composantes du RIFSEEP ne peuvent en effet, l'une comme l'autre, que susciter le rejet et la colère des personnels dont le point d'indice est gelé, et les rémunérations en berne, depuis plus de 5 ans. **Aucune des deux n'est amendable ni négociable, comme le RIFSEEP dans sa totalité.** *L'IFSE mensuel*, avec la cotation différente des postes selon les fonctions, heurte frontalement nos garanties statutaires en prévoyant que deux agents d'un même grade pourraient avoir des postes côtés différemment, et donc des rémunérations différentes. C'est l'inverse même des principes constitutifs de la Fonction Publique ! *Quant au CIA annuel*, qui se mettrait en place à budget constant, outre son caractère « à la tête du client » fondé sur un mérite difficilement codifiable, il signifie que les gains éventuels de quelques-uns seraient financés par les baisses pour la masse des autres... et que cette loterie serait relancée chaque année ! **Dans un système par essence collectif comme la recherche publique et l'enseignement supérieur, comment ne pas comprendre que cela ne peut aboutir qu'à frustrations, démotivations, voire implosion des équipes de travail ? ...** à moins que cela soit l'objectif effectivement visé.

Ce 13 janvier, la CGT-INRA, la CGT FERC Sup, le SNPREES-FO, et SUP-Autonomes-FO s'adressent à nouveau à la Ministre et au Secrétaire d'État pour exiger l'abandon pur et simple du RIFSEEP, le maintien et la revalorisation des primes spécifiques comme la PPRS, l'ISS et l'IT. Une délégation de personnels avec nos organisations viendra affirmer ces exigences devant le lieu de la réunion, 72 rue Régnault à 14h, et demandera à rencontrer la DGRH pour lui porter ces exigences.

Pour nos organisations, ce rassemblement s'inscrit pleinement dans l'appel à la grève pour le 26 Janvier, lancé par CGT, FO, SUD rejoints par FSU, pour exiger en particulier l'augmentation de nos rémunérations avec l'augmentation conséquente de la valeur du point d'indice pour tous- exigence antagonique à la mise en place du RIFSEEP. Nous appelons les personnels des EPST et des universités à se saisir massivement de cette grève du 26 Janvier pour affirmer leurs exigences.